
**Le marché du travail urbain à Madagascar à travers la croissance
et la crise, 1993-2002ⁱ**

1. Les tendances de la participation de la main d'œuvre, le chômage, et la structure du marché du travail urbain

La partie de la population qui est économiquement active est plus grande dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et la participation des hommes est plus élevée que celle des femmes. Le chômage rapporté est pratiquement non-existant dans les zones rurales, mais il est probable qu'il y ait un degré important de sous-emploi et de chômage déguisé sous la forme de petit nombre d'heures travaillées ou de faible productivité. Le chômage dans les zones urbaines était, par contraste, élevé en 1993, particulièrement dans la capitale Antananarivo, reflétant une économie en nette amélioration.

Les enquêtes Madio de la population active pour Tana indiquent que la taille de la population active (par rapport à la population) était relativement stable de 1995 à 2001. Ceci reflète en partie les faibles niveaux de migration des zones rurales vers les zones urbaines, et il y a pratiquement pas eu de changements dans les caractéristiques de la population active de Tana en termes de sexe, d'âge, et de scolarité pendant cette période. Les impacts de la crise politique et économique du pays de la première moitié de l'année 2002 peuvent être vus dans les dernières enquêtes Madio sur la main d'oeuvre urbaine d'Antananarivo, menées lors de la deuxième moitié de l'année 2002. Le chômage a augmenté de 5% en 2001 à 7,5% en 2002 parmi les hommes de la population active. Cependant, la montée du chômage et la baisse du nombre des actifs sont inférieures à ce qui dans l'ensemble était prévu étant donné la proximité de l'enquête avec la période de crise.

En ce qui concerne la structure du marché du travail urbain, Madagascar est remarquable pour la taille relativement petite de son secteur public. Même dans la capitale, l'administration publique et les entreprises privées représentent ensemble seulement 16% de tout l'emploi et 24% de l'emploi salarié. En plus, la part de

l'emploi du secteur public a baissé assez brutalement depuis le début des années 1990, surtout pour les hommes.

Le développement le plus spectaculaire du marché du travail urbain - au moins pour la capitale - a cependant été la croissance de l'emploi dans les zones de traitement pour l'exportation (Zone franche) récemment créées. Les données pour Tana de 1995-2001 révèlent une transformation assez remarquable des schémas de l'emploi des femmes - et, à un moindre degré, des schémas de l'emploi des hommes - sur une période relativement courte. Les femmes se sont déplacées de l'emploi salarié du privé informel vers l'emploi formel dans les entreprises en Zone franche, ce dernier est passé de 5% de tout l'emploi pour les femmes à 15%. Par contraste, la croissance de l'emploi dans le restant du secteur privé formel a été faible, ne faisant guère plus que de garder le pas avec l'augmentation de la taille de la population économiquement active.

Bien que le dynamisme des zones de traitement pour l'exportation à Madagascar soit impressionnant, sa croissance est partie d'une très petite base. Il n'a manifestement pas encore altéré la structure de l'emploi dans l'ensemble du pays ou même dans les zones urbaines en général : l'emploi en Zone franche ne représente qu'environ 1% de l'emploi du pays qui demeure dans sa grande majorité agricole. En plus, dans les zones urbaines, le secteur des Zones franches a été celui qui a été le plus négativement touché par la crise de 2002. Incapables de remplir les commandes, la plupart des compagnies de traitement pour l'exportation ont temporairement cessé leurs opérations et mis leur main d'oeuvre au chômage. Cet impact est reflété dans l'enquête Madio pour la deuxième moitié de l'année 2002, qui montre une nette baisse du nombre des femmes et des hommes employés dans le secteur. En même temps, la portion de l'activité indépendante s'est accrue, sans doute parce que les individus se sont tournés vers le secteur informel pour remplacer les revenus familiaux

venant d'autres sources qui étaient réduites ou éliminées.

2. Les revenus sur le marché du travail urbain

Les enquêtes annuelles sur la main d'oeuvre d'Antananarivo indiquent que les revenus réels des employés salariés ont augmenté lors de la période de croissance (de 1997 à 2001), ce très rapidement dans certains secteurs. Les salaires ont le plus augmenté dans l'emploi salarié informel, et au moins dans l'emploi en Zone franche. Les revenus étaient plus bas suite à la crise dans plusieurs portions du marché du travail par rapport à 2001, bien que, au vu de la sévérité de la crise, les réductions n'aient pas été très grandes.

L'estimation des fonctions des revenus indique que la scolarité a des retours positifs sur le marché du travail, mais les retours sont nettement différents selon le niveau : à la fois pour les hommes et les femmes, les bénéfices d'une année supplémentaire de scolarité en cycle primaire sont bien plus petits que ceux pour une année de scolarité après le cycle primaire. Les faibles retours sur l'enseignement en cycle primaire peuvent refléter un déclin de la qualité de l'enseignement primaire, ou une disponibilité en augmentation à travers les années 1980 des nouveaux arrivants sur le marché du travail ayant une éducation de cycle primaire combinés à une faible croissance de la demande pour cette main d'oeuvre dans le secteur formel.

Les impacts de l'éducation sur les revenus ne sont pas les mêmes dans tous les secteurs du marché du travail urbain. Les retours de la scolarité sont généralement moindres dans la fonction publique que dans les autres secteurs. Pour les deux sexes, les retours semblent être élevés dans l'emploi salarié informel - pour les femmes, les retours sur la scolarité sont statistiquement plus élevés dans l'emploi salarié informel que dans tous les autres types d'emplois salariés. Ces schémas pourraient refléter l'absence de mécanismes institutionnels pour fixer les salaires dans le secteur informel, ce qui fait qu'une plus grande productivité (sans doute une fonction de l'éducation) y est plus volontiers récompensée. Les niveaux moyens de revenus sont différents selon les secteurs du marché du travail, même en tenant compte des différences dans les caractéristiques des travailleurs des différents secteurs. Malgré le fait que les salaires réels aient augmenté le plus rapidement dans le secteur informel - et malgré les hauts retours induits par la scolarité dans ce cas-ci - les revenus prévus pour

l'emploi salarié informel de l'année 2001 étaient bien plus bas que ceux de l'emploi formel (public et privé) à la fois pour les hommes et les femmes. Notamment, à la fois pour les hommes et les femmes, l'emploi en zone franche a rapporté une importante prime salariale pour les emplois salariés du secteur informel, et les revenus des Zones franches sont alignés aux revenus ailleurs dans l'économie du privé formel. Cependant, les salaires du secteur privé formel sont généralement plus bas que ceux du secteur public, ce en tenant compte une fois de plus des caractéristiques des travailleurs.

Ces différences dans les salaires proposés à travers les secteurs pour des travailleurs semblablement qualifiés sont souvent grandes et indiquent des inefficacités dans la façon dont fonctionne le marché du travail urbain à Madagascar. Une explication plausible pour le schéma qui est observé est que les emplois à salaire élevé (particulièrement publics) du secteur formel, dans lequel les salaires sont jusqu'à un certain point fixé par des moyens institutionnels, restent rares, et la main d'oeuvre en excès doit donc entrer dans des emplois du secteur informel, où elle fait baisser les revenus.

3. Le sexe et le marché du travail urbain

Les femmes dans la population active urbaine ont tendance à être sous-représentées dans la plupart des genres d'emploi formel du marché dit travail (fonction publique, entreprises publiques, et l'emploi formel autre que celui dans la Zone franche) et sur-représentées dans l'emploi informel (travail salarié informel et indépendant). La principale exception à ceci est l'emploi en Zone franche où, malgré une part croissante d'hommes depuis 1995, elles continuent à prédominer. Les raisons pour la faible représentation des femmes dans le secteur formel non-Zone franche sont difficiles à discerner. En partie les femmes choisissent l'emploi salarié informel par rapport celui salarié formel car le premier est plus compatible que le second avec la maternité une explication basée sur la préférence mais une qui n'est pas obligatoirement la seule.

En ce qui concerne les revenus, il existe peu de différences importantes dans les retours de la scolarité et de l'expérience pour les hommes et les femmes. C'est à dire que, à condition d'être dans un secteur donné du marché du travail salarié, une scolarité et une expérience supplémentaire sont récompensées de manière semblable pour les hommes et les femmes. Ce qui ne revient pas à dire que les hommes et les

femmes ayant les mêmes qualifications recevront les mêmes salaires; les niveaux de base salariaux pouvant être différents pour les hommes et les femmes. Pour Tana, nous avons trouvé que les niveaux prévus de salaires pour les hommes et les femmes dans le secteur public sont statistiquement équivalents. Cependant, dans le secteur du privé formel (non-Zone franche), les femmes avec une éducation de cycle primaire gagnent légèrement moins que les hommes avec les mêmes antécédents. Et dans l'emploi salarié du privé informel, le fossé entre les sexes est très grand - quelque 50% pour les travailleurs avec une éducation de cycle primaire. Le fait que les femmes de ce secteur gagnent moins que les hommes à scolarité et expérience égales, combiné avec le fait qu'elles sont représentées de manière disproportionnée dans l'emploi informel, explique en partie pourquoi les femmes de la population active urbaine salariée gagnent en moyenne moins que les hommes (de plus faibles niveaux de scolarité et d'expérience pour les femmes actives est un autre facteur), mais peut aussi être expliqué par les différences sectorielles ou en termes de préférences professionnelles des hommes et des femmes.

L'emploi des femmes dans les Zones franches a été (du moins jusqu'en 2002) en augmentation alors que leur emploi dans le travail moins payé du privé informel allait en rétrécissant. Cette redistribution fait partie de l'explication pour la plus grande augmentation des revenus des femmes que des hommes à Tana qu'on peut voir pour la période de 1997-2001. Cela vaut aussi pour le fait que les salaires du secteur informel, bien que bas, aient augmenté le plus rapidement pendant cette période. Cette tendance a plus profité aux femmes qu'aux hommes, bien que la portion du travail salarié informel des femmes ait été en baisse pendant ces années-là, car les femmes étaient toujours employées dans ce secteur de manière disproportionnée. Si l'emploi des femmes dans le traitement pour l'exportation reprend sa croissance rapide alors que le pays s'éloigne de la crise, leurs revenus moyens devraient continuer à croître par rapport à ceux des hommes dans l'avenir.

4. L'emploi en zone de traitement pour l'exportation les tendances et les perspectives à venir

La croissance de l'activité des zones de traitement pour l'exportation a eu des effets significatifs sur les marchés du travail et sur les travailleurs dans l'économie de la zone urbaine de Tana. En termes de salaires, elles

représentent un grand pas par rapport à l'emploi du secteur informel pour les deux sexes mais particulièrement pour les femmes. Pour les femmes aux niveaux d'éducation bas, ceci est particulièrement important, car de telles femmes pourraient avoir peu d'options de travail autre que le secteur informel. En termes d'un nombre d'aspects non-pécuniaires du travail (la disponibilité de soins médicaux et de congé payé, l'appartenance à un syndicat, la disponibilité d'un emploi continu), le travail en Zone franche tend à s'aligner avec l'emploi du secteur public et à être supérieur aux autres emplois salariés du- privé, même ailleurs dans le secteur formel.

L'emploi en Zone franche fait montre de quelques schémas de base vus dans les débuts des industries de traitement pour l'exportation ailleurs dans le monde en développement : la main d'oeuvre est surtout féminine, semiqualfiée (en termes d'antécédents d'éducation), et jeune. Cependant, à la différence des autres contextes (du moins, de certains), la population active ne vient pas en majorité des migrants ruraux-urbains; être marié n'est pas une barrière à l'emploi des femmes dans ce secteur; avoir des jeunes enfants a une influence négative à l'entrée, mais l'impact est semblable à celui pour les autres types d'emploi salarié formel, y compris dans le secteur public. Les taux de formation offerte par l'employeur et de promotion parmi des ceux qui ont été embauchés relativement récemment sont comparables ou meilleurs qu'ailleurs dans l'économie urbaine formelle, à la fois pour les hommes et les femmes.

L'analyse des données Madio de 1997-2001 révèle plusieurs tendances importantes en ce qui concerne les revenus en Zone franche. Le salaire réel à l'heure pour les deux sexes a augmenté plus lentement dans les Zones franches que dans l'emploi du secteur informel et généralement plus lentement qu'ailleurs dans l'économie formelle, bien que ce secteur était celui dont la croissance était la plus rapide. Ceci pourrait simplement indiquer que les employeurs des Zones franches ont bénéficié d'un réservoir très élastique de main d'oeuvre pour le secteur - parce que les autres secteurs étaient moins rémunérateurs (l'emploi informel) ou parce que les bons emplois étaient en réalité rationnés ailleurs (p. ex., l'administration publique). Bien que l'augmentation lente des salaires réels n'est pas en soi un phénomène favorable, la tendance suggère bien que le développement à venir du traitement pour l'exportation ne va pas bientôt devoir faire face à des marchés du travail restreints et à des coûts de main d'oeuvre en

hausse, tel que cela s'est passé à l'île Maurice voisine pour le début des années 1990. Il faut aussi se souvenir que bien que la prime salariale des Zones franches soit en baisse comparée à celle de l'emploi informel, elle demeure très grande. Une autre tendance qui est remarquable depuis le milieu des années 1990 a été le nombre croissant de travailleurs masculins dans les Zones franches, de 16% en 1994 à 31% en 2001. Une telle tendance dans les secteurs du traitement pour l'exportation a souvent été associée à la remise à niveau technologique et des compétences, à un passage à l'industrie lourde ou à un rétrécissement des marchés du travail. Ceci ne semble pas être le cas des zones de traitement pour l'exportation de Madagascar qui sont encore jeunes.

Dans certains pays, il s'est avéré que l'emploi dans le traitement pour l'exportation consistait, pour les femmes, essentiellement en emplois à court terme avec un haut taux de roulement et aucune perspective d'avancement. Les résultats généralement positifs par rapport aux revenus, aux avantages, et en particulier, à la promotion et la formation en Zone franche, prouvent-ils que ce schéma n'est pas applicable à Madagascar ? Pas tout à fait. Le secteur est encore trop jeune pour faire un tel jugement même pour 2001, peu de travailleurs auraient eu l'opportunité d'être dans leurs compagnies pour plus de quelques années. Les préoccupations liées à l'investissement en capital humain dans ce secteur sont de savoir si les compagnies vont se mettre à un niveau de technologie plus sophistiquée tout en fournissant la formation adéquate à leurs employés, et si les Malgaches seront formés en nombres suffisants pour atteindre des positions de direction. Ces changements pourraient à leur tour avoir des impacts différentiels selon le sexe. Une observation à plus long terme sera nécessaire pour évaluer ces résultats.

Tout de même, l'analyse des données suggère que l'emploi dans les zones de fabrication pour l'exportation a été, et promettent de continuer à être, avantageux pour les travailleurs malgaches, particulièrement pour les femmes. Les limites de notre analyse doivent être notées, en sus de l'absence d'une perspective à plus long terme qui vient d'être notée. Le développement des Zones franches a des impacts potentiels plus grands qui, tout en étant importants, sont au-delà de la portée d'enquête qu'on a utilisée. Ceux-ci incluent les effets de retombée sur les autres secteurs de l'économie, qu'ils soient positifs - p.ex., à travers des liaisons industrielles en aval - ou négatifs - p. ex., à travers une concurrence pour la main

d'oeuvre et autres ressources, ou en augmentant la pression fiscale sur les entreprises nationales qui ne bénéficient pas des exonérations des entreprises dans les Zones franches. Les expériences à travers le monde en développement suggèrent que, alors qu'il existe des bénéfices potentiellement grands pour les Zones franches en termes d'emploi et de change, ce qui a été noté concernant les questions telles que celle du transfert de technologie, des liaisons en aval, et de la contribution globale à la croissance est franchement mitigé.

Il est aussi important de se souvenir que l'emploi en Zone franche constitue toujours un minuscule pourcentage de l'emploi global à Madagascar, et son impact sur la pauvreté a donc été très petit à ce jour; nous ne pouvons réellement parler en termes de ce que les impacts seront si la croissance continue. Il pourrait éventuellement avoir des contraintes à d'avantage de développement sous forme d'infrastructure inadéquate ou de manque de main d'oeuvre qualifiée. En ce qui concerne ce dernier point, notez que les travailleurs en Zone franche, bien que n'ayant pas un haut niveau d'éducation, ont tout de même tendance à être mieux scolarisés (environ 8 années) que la moyenne du pays (environ 4,5 années pour les individus de 20 à 30 ans). Des baisses du nombre d'inscriptions dans le cycle primaire ont été constatées à Madagascar jusqu'au milieu des années 1990. Bien que les inscriptions aient plus récemment repris, les niveaux moyens de capital humain de la main d'oeuvre ne peuvent que baisser avant qu'ils ne montent. Etant donné les exigences minimums de compétences de l'industrie du traitement pour l'exportation, le plus grand nombre des Malgaches, qui ont peu ou pas de scolarité, ne sera pas en position de profiter de ce développement, limitant en bout de compte les impacts sur la pauvreté. Enfin, et c'est peut être ce qui pour le moment est le plus important, le développement continu du secteur du traitement pour l'exportation n'est pas du tout certain du fait des effets persistants de la crise de 2002. Il est trop tôt pour dire si l'investissement étranger qui est parti reviendra dans son entièreté et si de nouveaux investissements seront attirés dans le pays.

¹ Pour le document complet, voir Glick, P., Randrianasolo, J-B, Roubaud, F., Le marché du travail urbain à Madagascar à travers la croissance et la crise, 1993-2002, INSTAT, Programinc Ilo/Cornell University, Madiso, 2003.